

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE SAINT-MAURICE

N° : 410-11-001426-053

DATE : 14 janvier 2009

SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE SUZANNE OUELLET, J.C.S.

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:

9071-7174 QUÉBEC INC.,
Débitrice
et
BELHUMEUR PRONOVOST,
Demanderesse
c.
2958-7680 QUÉBEC INC.,
et
RENÉ PAQUET,
Défendeurs

JUGEMENT
(sur irrecevabilité pour litispendance)

1. Le contexte

[1] Le 22 avril 2008, le syndic signifiait aux créanciers garantis, 2958-7680 Québec inc. et René Paquet, une requête en réclamation de deniers, reddition de compte et dommages.

[2] Ce recours fut intenté peu après la demande d'autorisation d'exercer un recours contre le syndic par les créanciers garantis, le 12 mars 2008.

[3] Les défendeurs soulèvent la litispendance entre les deux recours dans l'hypothèse où la requête pour autorisation était accueillie. Tel est le cas.

[4] Ils demandent le rejet de l'action entreprise par le syndic et subsidiairement la suspension du dossier.

[5] La demande d'autorisation et le moyen d'irrecevabilité fondé sur la litispendance ont été plaidés le même jour.

2. Décision

[6] La litispendance suppose l'identité des parties, d'objet et de cause¹.

2.1 L'identité des parties

[7] En l'espèce, il y a identité de parties.

[8] Rappelons que l'ajout d'une partie additionnelle dans un des recours n'empêche pas la reconnaissance d'une litispendance entre ceux-ci².

[9] Par ailleurs, la position que les parties occupent dans les litiges (demandeur ou défendeur) n'empêche pas la litispendance³.

2.2 L'identité de cause

[10] En bref, l'identité de cause est définie comme suit:

«La cause est le fondement légal du droit qu'une partie fait valoir contre l'autre.»⁴

[11] Dans l'affaire *Lessard c Horvath* le Juge Babin, s'appuyant sur une abondante jurisprudence, définissait ainsi la notion de "cause d'action":

«[107] Simplement posée, la cause d'action consiste en la source juridique de l'obligation ou, en d'autres termes, en le fait juridique à l'origine du droit réclamé, "tels le contrat, le quasi-contrat, le délit ou le quasi-délit, ou au moyen de fond soulevé par la défense: novation, prescription, e tc., et tendant à faire écarter le recours".»⁵

¹ *Rocois Construction Inc. c. Québec Ready Mix Inc.*, [1990] 2 R.C.S. 440.

² *9030-8396 Québec inc. (La cabane grecque) c. 142006 Canada inc. (La caverne grecque)*, [2004] R.L. 146 (C.S.).

³ *Safilo Canada inc. c. CHIC Optic inc.*, [2005] R.J.Q. 27 (C.A.).

⁴ *Le Groupe Commerce, compagnie d'assurances c. La Compagnie Sherbrooke Trust*, [1989] R.D.J. 4 (C.A.).

⁵ *Lessard c. Horvath*, J.E. 2006-200 (C.S.).

[12] Le recours du syndic contre les créanciers garantis est basé sur la convention de gestion de l'immeuble et le comportement des gestionnaires par rapport à celle-ci.

[13] En ce qui concerne le recours des créanciers garantis contre le syndic, il est fondé sur l'agissement du syndic dans le cadre du processus de reconnaissance d'hypothèques entachées d'irrégularités mais il s'inscrit également dans le contexte de la convention de gestion de l'immeuble.

[14] Le Tribunal estime donc qu'il y a identité de cause mais partiellement seulement.

2.3 L'identité d'objet

[15] L'identité d'objet est définie comme suit:

«Quant à l'objet de la demande, c'est le bénéfice juridique immédiat que l'on réclame et auquel on prétend avoir droit.»⁶

[16] Le recours du syndic contre les créanciers garantis est entrepris dans le cadre de l'administration de la faillite.

[17] Le syndic demande:

1. une reddition de compte par les défendeurs de leur administration pour la période du 8 mars 2006 au 27 novembre 2006;⁷
2. une conclusion visant à faire déclarer les défendeurs endettés envers le syndic pour un montant de 25 437,54\$;
3. des dommages et la réclamation d'un déficit d'opération découlant des fautes commises par les créanciers dans le cadre de leur gestion, soit:

- dommages pour non remise des vidéos-pokers:	20 700,00\$
- déficit d'opération:	4 737,54\$
- Total:	25 437,54\$ ⁸
4. la compensation entre les sommes payables par les défendeurs et les sommes détenues par le syndic en fidéicommiss.

[18] Dans leur recours, les créanciers garantis demandent ce qui suit:

« Ainsi, l'ensemble des sommes réclamées en la présente se résument comme suit:

- a) arrérages dus à Loto-Québec et payés par les Demandeurs: 1 700\$;
- b) sommes retenues par la défenderesse sur les paiements directs "Interac" appartenant aux demandeurs: 19 941,58\$;

⁶ *Id.*

⁷ Requête introductive d'instance du syndic, par. 25-31.

⁸ *Id.*, par. 35, 61, 62.

- c) encaisse et solde du compte bancaire: 14 424,14\$;
- d) frais supplémentaires assumés par les demandeurs en ce qui a trait aux primes d'assurance: 19 714,00\$;
- e) frais supplémentaires assumés par les demandeurs en ce qui a trait aux permis d'alcool: 945,36\$;
- f) frais extrajudiciaires: 32 921,09\$;
- g) perte de revenu (Contrat du C.N.): 150 000,00\$;
- h) dommages: 25 000,00\$;

TOTAL: 264 646,17\$»

[19] L'objet de la demande du syndic est donc différent sur plusieurs aspects de celui du recours intenté par les créanciers garantis.

[20] Il existe toutefois une similitude d'objet sur certains chefs de réclamation qui peuvent relever de la convention de gestion et qui seront inévitablement discutés dans les deux instances. Sur cet aspect, les deux recours se recouperont peut-être partiellement sur certaines réclamations. Partant, il s'agit là d'une litispendance imparfaite.

[21] En présence d'une litispendance imparfaite le juge peut seulement ordonner la suspension du litige jusqu'à jugement dans l'autre. Cela relève bien plus d'une «*approche pragmatique*» conforme à une «*saine politique judiciaire*» que d'un motif d'irrecevabilité⁹.

[22] Rappelons aussi qu'au stade préliminaire la prudence s'impose:

«[...] car le rejet erroné d'une action pour cause de litispendance entraîne la négation définitive des droits d'un justiciable, sans examen de l'affaire au mérite.»¹⁰

[23] Pour ces raisons, il est impossible de conclure au rejet de l'action du syndic contre les créanciers garantis pour le motif de litispendance.

[24] Dans les circonstances, il y a cependant lieu de suspendre le recours du syndic contre les créanciers garantis afin de diminuer le risque de jugement contradictoire sur les aspects communs du dossier.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL:

[25] **REJETTE** le moyen d'irrecevabilité pour cause de litispendance;

⁹ *Copropriété 24 et 26 Ste-Ursule c. Construction Raoul Pelletier (1997) inc.*, J.E. 2004-1465 (C.S.); *Hotte c. Servier Canada inc.*, [1999] R.J.Q. 2598 (C.A.).

¹⁰ *Rocois Construction Inc. c. Québec Ready Mix Inc.*, précité, note 1, 465; *Valois c. Caisse populaire Notre-Dame de la Merci (Montréal)*, [1995] R.D.J. 609 (C.A.).

[26] **SUSPEND** la présente instance jusqu'à jugement sur le recours des créanciers garantis contre le syndic dans le dossier 410-17-000624-085;

[27] Frais à suivre.

Suzanne Ouellet, j.c.s.

Me Éric Guindon
BÉLANGER, SAUVÉ
Procureurs de la demanderesse

Me Stéphane Cléroux
ARNAULT THIBAUT CLÉROUX, S.E.N.C.
Procureurs des défendeurs

Date d'audience : 19 août 2008
Domaine du droit : Faillite.